

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE  
**SEANCE DU LUNDI 20 JUIN 2022**

Le vingt juin deux mille vingt deux, à dix-huit heures trente, les représentants de l'Agglomération du Choletais, légalement convoqués le quatorze juin deux mille vingt deux, se sont réunis à l'Hôtel d'Agglomération – Salle du Conseil à Cholet.

Etaient présents :

Gilles BOURDOULEIX : Président.

Michel VIAULT, Alain PICARD, Jacqueline DELAUNAY, Isabelle LEROY, Guy SOURISSEAU, Sylvie ROCHAIS, Cédric VAN VOOREN, Jean-Paul BREGEON, Jean-Paul OLIVARES, Sylvain APAIRE, Pierre-Marie CAILLEAU, Patrick PELLOQUET, Médéric THOMAS, Xavier TESTARD, Pascal BERTRAND : Vice-Présidents.

Florence DABIN, Olivier VITRÉ, Florence JAUNEAULT, Sylvain SENECAILLE, Guy BARRÉ, Josette GUITTON, Dominique LANDREAU, Annick JEANNETEAU, Dominique HERVÉ, Natacha POUPET-BOURDOULEIX, Dominique SECHET, Laurence TEXEREAU, Christophe PIET, Frédéric PAVAGEAU, Gérard PETIT, Patrice BRAULT, Philippe BERNARD, Florent BARRÉ, Sébastien CRÉTIN, Olivier RIO, Serge LEFEVRE, Louis-Marie GUETTÉ, Ammar HADJI : Conseillers Délégués.

Charline ABELLARD-COLINEAU, Philippe ALGOET, Olivier BAGUENARD, Jean-François BAZIN, Vanessa BERNIER, Franck CHARRUAU, Murielle COURTAY, Guy DAILLEUX, François DEBREUIL, Ingrid FERCHAUD, Astrid FRAPPIER, Elisabeth HAQUET, Kai-Ulrich HARTWICH, Patricia HERVOUET, Marie-Noëlle JOBARD, Marie-Françoise JUHEL, Laurent JUTARD, Franck LOISEAU, Patricia RIGAUDEAU, Sylvie TOLASSY : Conseillers.

Absents excusés :

Sylvie BARBAULT : Conseiller délégué.

Evelyne PINEAU (Ayant donné procuration à Olivier BAGUENARD) : Conseiller.

Monsieur Jean-Paul BREGEON ne prend pas part au vote. Monsieur Michel VIAULT est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Votants : 59, Pour : 59, Contre : 0, Abstention : 0, Ne participe(nt) pas au vote : 1.

CONSEIL DE COMMUNAUTE

SEANCE DU 20 JUIN 2022

DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DES CERQUEUX - BILAN DE LA CONCERTATION

L'Agglomération du Choletais (AdC) a engagé une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Cerqueux afin de déclarer d'intérêt général le projet d'extension de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, et de faire évoluer le PLU des Cerqueux en conséquence.

Le 21 mars 2022, le Conseil de Communauté a défini les modalités de concertation de la procédure précitée, afin d'associer le public au processus d'élaboration de la mise en compatibilité du PLU. Ces modalités ont permis au public de bénéficier d'une information sur le projet et de pouvoir y participer, comme exposé en annexe 1.

Un dossier a été mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville de Cholet/Hôtel d'Agglomération du Choletais ainsi qu'à la mairie des Cerqueux, sous format papier. Un exemplaire dématérialisé était également disponible en téléchargement sur le site [www.urbanisme.cholet.fr](http://www.urbanisme.cholet.fr).

La concertation a été clôturée le 15 avril 2022. Le dossier a été téléchargé sur le site [www.urbanisme.cholet.fr](http://www.urbanisme.cholet.fr) à 89 reprises, témoignant d'un intérêt sensible. Les dossiers papier n'ont cependant pas fait l'objet d'une consultation accrue.

Par ailleurs, aucun mail ni aucun courrier n'a été réceptionné dans le cadre de la concertation. Les registres mis à disposition à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais et à la Mairie des Cerqueux sont restés vierges.

Ainsi, la concertation a fait l'objet d'une publicité satisfaisante permettant au public de prendre connaissance du dossier sans qu'il ne soit formulé d'observation.

Il est ainsi proposé au Conseil de Communauté de tirer le bilan de la concertation tel que présenté en annexe. Ce bilan sera joint au dossier qui sera soumis à enquête publique.

-----  
Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-1,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.103-2 à L. 103-7, L. 153-49 à L. 153-53, R. 153-15 à R. 153-17,

Vu la délibération n° V-2 du Conseil de Communauté en date du 21 mars 2022 engageant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme des Cerqueux et définissant les modalités de concertation,

Considérant le projet porté par l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND,

Considérant que la concertation a été menée dans des conditions satisfaisantes qui ont permis au public de participer à ce projet,

Considérant qu'il appartient au Conseil de Communauté de tirer le bilan de la concertation,

Vu l'avis favorable de la commission " Aménagement de l'Espace " en date du 1er juin 2022,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité ,

DECIDE

Article unique : de tirer le bilan de la concertation tel que présenté en annexe 1, menée dans le cadre de la procédure de déclaration de projet de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme des Cerqueux.

Extrait de la présente délibération  
affiché le 27/06/2022 à l'Hôtel  
d'Agglomération, en exécution des  
dispositions des articles L. 5211-1  
L. 2121-25 et R. 2121-11 du code  
général des collectivités  
territoriales

Pour extrait conforme,

Signé électroniquement par : Michel VIAULT  
Date de signature : 21/06/2022  
Qualité : Premier Vice Président

Michel VIAULT  
Premier Vice Président

Transmis à la  
Sous-Préfecture de Cholet  
Le 21 juin 2022  
Agglomération du Choletais

## Bilan de la concertation

La concertation relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Cerqueux, concernant l'extension de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, s'est tenue du 28 mars 2022 au 15 avril 2022.

### 1/ Une information efficace du public

La publicité, annoncée lors de la délibération n°V-2 du 21 mars 2022 définissant les modalités de la concertation, a été réalisée :

- Une insertion presse annonçant la période de la concertation préalable a été réalisée au début de la concertation, en date du 28 mars 2022,
- Un avis visible de la voie publique a été affiché à l'Hôtel de Ville/Hôtel d'Agglomération du Choletais et à la mairie des Cerqueux,
- Un article était consultable sur le site internet [www.urbanisme.cholet.fr](http://www.urbanisme.cholet.fr) durant toute la durée de la concertation,
- Un article a été inséré dans le « Synergences Hebdo », n°607.

Les preuves de ces insertions sont proposées en annexe de ce bilan.

### 2/ Un dossier aisément consultable

Un dossier de consultation permettant au public de disposer d'une information suffisamment claire sur la mise en compatibilité du PLU a été tenu à la disposition du public :

- à l'Hôtel de Ville de Cholet/ Hôtel d'Agglomération du Choletais,
- à la mairie des Cerqueux,
- sur le site internet [www.urbanisme.cholet.fr](http://www.urbanisme.cholet.fr).

Le public s'est peu mobilisé pour le dossier papier. En revanche, le dossier dématérialisé a été téléchargé 89 fois.

### 3/ Aucune observation

Le public pouvait participer à la concertation grâce aux moyens suivants :

- sur le registre joint au dossier de concertation présent à l'Hôtel de Ville de Cholet/Hôtel d'Agglomération et à la mairie des Cerqueux,
- en les adressant par écrit à Monsieur le Président de l'Agglomération du Choletais, à l'adresse suivante : Agglomération du Choletais, Direction de l'Aménagement, Hôtel d'Agglomération, BP 62111, 49 321 CHOLET CEDEX,
- par voie électronique à l'adresse suivante : [amenagement-adc@choletagglomeration.fr](mailto:amenagement-adc@choletagglomeration.fr) ( objet : observations – Mise en compatibilité du PLU des Cerqueux).

Malgré cet ensemble de dispositifs de participation du public, aucune observation n'a été émise.

### Conclusion

La concertation préalable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU des Cerqueux s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes. Le public a été largement informé des possibilités de consultation du dossier et de sa capacité à participer à la concertation. Le dossier permettait une prise d'information aisée, que ce soit dans sa forme ou sa disponibilité (sur internet de manière dématérialisée et en format papier au siège de l'Agglomération du Choletais, ainsi qu'à la mairie de la commune concernée par la procédure).

En revanche, aucune observation n'a été émise. Les modes de participation étaient classiques et ont été convenablement mis en œuvre ; ils n'ont ainsi pas été à l'origine d'une contrainte quelconque dans l'expression du public.

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : [centraledesmarchés.com](http://centraledesmarchés.com)  
Pour faire paraître une annonce légale :  
**Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute)  
e-mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr) - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)  
Tarif de référence stipulé dans l'art.2 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2021, soit 0,163 € HT le caractère.  
Les annonces sont informées que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce cédés et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale. [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Avis administratifs

AGGLOMÉRATION DU CHOLETAIS  
**Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU des Cerqueux**  
Projet d'extension de l'entreprise Transports Brémont  
**AVIS**

Par délibération n° V2, en date du 21 mars 2022, le conseil de communauté du Choletais (AdC) a pris acte de l'engagement de la procédure et a défini les objectifs et les modalités de la concertation préalable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) des Cerqueux pour permettre la réalisation de l'extension de Transports Brémont.  
Cette délibération est affichée à l'hôtel d'agglomération du Choletais et à la mairie des Cerqueux pendant un mois.  
Du 28 mars au 15 avril 2022, les mesures de concertation suivantes sont prévues :  
- mise à disposition d'un dossier de concertation en mairie des Cerqueux et au siège de l'AdC,  
- mise à disposition d'un dossier de concertation sur les sites internet : [urbanisme.choletais.fr](http://urbanisme.choletais.fr)  
- mise à disposition d'un registre en mairie des Cerqueux et à l'hôtel d'agglomération du Choletais permettant le recueil des observations.  
Le public pourra également adresser ses observations à l'adresse mail : [amenagementad@choletaggglomeration.fr](mailto:amenagementad@choletaggglomeration.fr)

## Le commissaire-priseur spécialiste-conseil à votre service

Le commissaire-priseur est le spécialiste du marché de l'Art, et il est un des seuls à connaître le juste prix des objets, étant en contact du marché quotidien à travers les ventes publiques.

Il est habilité, en dehors des ventes publiques, à évaluer les objets et à en donner une estimation.

Il engage dans ces opérations sa responsabilité.

Le commissaire-priseur joue donc un rôle de conseiller lors de partage après un décès, ainsi que dans l'élaboration d'un contrat d'assurance.

## Immobilier

### On peut être exproprié pour un euro symbolique

L'expropriation d'un bien immobilier peut, dans certaines circonstances, se solder par un euro symbolique d'indemnité. C'est le cas, admis par la Cour de cassation, lorsqu'un terrain supporte des constructions en mauvais état et que la valeur du terrain est inférieure au coût des travaux nécessaires pour le débarrasser.

Un propriétaire exproprié soutenait qu'il était inconcevable d'être dépossédé d'un bien immobilier pour une somme symbolique. Celle-ci est évidemment sans rapport avec la valeur du bien, dit-il. Mais il n'a pas été entendu.

Pour arriver à ce résultat nul, le juge applique une méthode d'évaluation dite "de récupération foncière". Elle consiste, en partant du prix de vente espéré à la fin du projet, à déduire le coût des travaux et opérations diverses, pour donner au terrain la valeur restante.

En partant du prix connu du terrain nu à bâtir, la commune qui expropriait a déduit le coût des travaux de démolition et a constaté qu'ils étaient supérieurs. Elle en a déduit, à juste titre, selon les juges, que le terrain encombré ne valait rien et n'a accordé qu'un euro symbolique.

(Cass. Civ 3, 15.3.2018, R 17-14.066).

## Finances - économie

### La médiation obligatoire, clause abusive ?

L'obligation pour un consommateur mécontent de saisir un médiateur avant de saisir éventuellement le juge est présumée abusive, à moins que le professionnel qui l'impose ne puisse prouver le contraire.

Un client mécontent, qui faisait valoir que l'obligation de saisir un médiateur avait pour effet ou pour objet de supprimer ou entraver son droit de saisir la justice, a obtenu gain de cause à la Cour de cassation.

Pour éviter tout reproche, le professionnel doit prouver que la médiation proposée ne crée pas de dépense pour le consommateur et peut être refusée par lui, disait la cour d'appel.

À la différence de l'arbitre, le médiateur n'a pas pour mission de trancher mais seulement d'aider les deux adversaires à trouver une solution à leur litige en rapprochant leurs points de vue et en proposant si possible la base d'un accord.  
La Cour de cassation considère que même si le consommateur a coché la case « J'accepte les conditions générales de vente », dans lesquelles figurait cette obligation de médiation en cas de problème, la clause de médiation peut être écartée. Car elle révèle, selon la définition donnée par la loi, un déséquilibre important entre les droits et obligations des parties.

La médiation imposée en l'espèce n'était cependant pas onéreuse et n'empêchait pas, par la suite, le consommateur de saisir le juge en cas d'échec de la conciliation.

Une ordonnance d'août 2015, relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation, imposée par une directive européenne, encourage cependant la médiation et la présente comme un avantage pour le consommateur : « Tout consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel » et « à cet effet, le professionnel garantit au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation », expose cette ordonnance entrée en vigueur en 2017. (Cass. Civ 1, 16.5.2018, H 17-16.197).

## Famille

### De faibles revenus suffisent à rendre autonome financièrement

Un enfant majeur qui perçoit des aides publiques de quelques centaines d'euros par mois peut être considéré comme autonome financièrement. L'autonomie financière, explique la Cour de cassation, ne suppose pas de recevoir des sommes importantes et l'aide des parents, qui avait été décidée lors du divorce, peut en conséquence être supprimée.

C'est ce qui est arrivé en l'espèce, la justice ayant accepté de mettre un terme aux versements mis depuis le divorce à la charge du père pour ses enfants. Pourtant, ces derniers ne recevaient que 450 € pour l'un au titre du revenu de solidarité active (RSA) et l'autre 800 € comme adulte handicapé.

Ils peuvent assumer leurs frais de formation, de mutuelle et de téléphone, et participer aux charges communes du foyer, de sorte qu'ils ne sont plus dans le besoin, a estimé la Cour. Celle-ci précise que sa décision n'est pas prise en considération des faibles moyens du père mais seulement au vu de l'autonomie financière des enfants.

La mère et les enfants disposaient d'un revenu total de 1 700 € d'allocations diverses pour trois personnes.

Dans ces conditions, ont conclu les juges, les enfants ne sont plus aidés par leur mère et il n'y a pas de raisons que leur père continue à verser une pension pour leur entretien. Le logement fourni par la mère n'a pas été considéré comme une aide aux enfants, permettant de juger qu'ils n'assumaient pas seuls leurs besoins.

(Cass. Civ 1, 15.5.2018, A 17-15.271).

## Notre territoire

UN SERVICE 100 % GRATUIT

NOTRE-TERRITOIRE.COM

SOYEZ LE 1<sup>ER</sup> INFORMÉ DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT PRÈS DE CHEZ VOUS OU N'IMPORTE OÙ EN FRANCE !



Le site qui rassemble tous les avis d'enquêtes publiques.

## OFFRE SPÉCIALE

ouest france

# Présidentielle 2022

**-60%**  
pendant 4 mois



Chaque jour, votre journal livré chez vous avant 7 h 30.  
**INCLUS, l'accès numérique à partager avec 4 de vos proches.**

Envoyez le bon sans affranchir à :  
**Service Clients**  
Libre réponse 04114  
35099 Rennes Cedex 9

02 99 32 66 66 (prix d'un appel local)  
CODE : S221OELE/AP3C  
du lundi au vendredi de 8h à 18h  
et le samedi de 8h à 12h 30

Gagnez du temps :  
[abo.ouest-france.fr/election](http://abo.ouest-france.fr/election)

☒ **Oui, je souhaite m'abonner au Pack famille Ouest-France**

Pendant 4 mois 7j/7, **60% de réduction** :  
le journal papier livré à domicile pour **60€** au lieu de **150€**.  
**INCLUS, l'accès aux contenus numériques à partager avec 4 proches de mon choix.**

C221OELE

Je complète mes coordonnées		Je règle 60€ par :	
<input type="checkbox"/> Mme	<input type="checkbox"/> M.	<input type="checkbox"/> chèque bancaire ou postal à l'ordre de Ouest-France	Date et signature obligatoires :
Nom <input type="text"/> Prénom <input type="text"/> Adresse <input type="text"/> CP <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Ville <input type="text"/> Tél. <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Email <input type="text"/>		Vous préférez régler par carte bancaire ? Rendez-vous sur <a href="http://abo.ouest-france.fr/election">abo.ouest-france.fr/election</a>	
Je laisse mon email pour bénéficier des contenus numériques.			

\*Voir conditions sur [abo.ouest-france.fr/election](http://abo.ouest-france.fr/election).

Vos données personnelles font l'objet de traitements informatiques de la part de la société Ouest-France et sont utilisées notamment pour gérer votre abonnement, vous informer sur nos produits et services analogues ainsi qu'à des fins de relations commerciales. Elles seront conservées 3 ans après la fin de votre contrat sauf dispositions légales contraires. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation et de portabilité, en vous adressant directement par email à : [pdpr@ipa.ouest-france.fr](mailto:pdpr@ipa.ouest-france.fr) ou par courrier à : DPO SIPA Ouest-France - 10, rue du Breil - 35051 Rennes Cedex 9 - ou en introduisant une réclamation auprès de la CNIL, Société Ouest-France - SA à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 300 300 € - 377 714 654 RCS Rennes. IDU FR217483\_03HKQW.

**ouest france**  
Société « Ouest-France », S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 €. Siège social : 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9. Tél. 02 99 32 60 00. [www.ouest-france.fr](http://www.ouest-france.fr) facebook.com/ouest-france Twitter : @OuestFrance

Fondateur : M. Paul Hutin Desgrées.  
Cofondateur : M. François Desgrées du Loû.  
Fondateur de l'Association pour le Soutien des Princes de la Démocratie Humaniste : M. François Régis Hulin.

Directeur de la publication : M. Louis Écheland.

Rédacteur en chef : M. François-Xavier Lefranc.

Membres du Directoire : M. Louis Écheland, Président, M. Matthieu Fuchs, Vice-Président, Directeur Général, Mme Jeanne-Emmanuelle Hutin-Gapsys, M. François-Xavier Lefranc, M. Philippe Toulemonde.

Membres du Conseil de Surveillance : MM. David Guiraud, Président,

**Abonnez-vous au Pack famille** (journal + contenus numériques) **29€/mois** au lieu de **54€**

[abo.ouest-france.fr](http://abo.ouest-france.fr) ou 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé)

Michel Camdessus, Vice-Président, Mmes Christine Blanc-Patin, Valérie Cottureau, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, Président, MM. Philippe Besnard, Denis Boissard, Thierry Maillard.

SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou, Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hulin.  
Principale associée : SIPA (Société d'investissements et de participations). SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Princes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de M. David Guiraud, Président, Mmes Christine Blanc Patin, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, Anne-Marie Quemener, Dominique Quinio, Marie-Trinité Toufflet, MM. Bertrand Badre, Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin, Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou, Gabriel Petitpout.

### Déjà abonné ?

Gérez votre abonnement en appelant un conseiller du lundi au vendredi de 8h à 18h (en privilégiant le créneau 12h-15h) et le samedi de 8h à 12h 30

Rédaction de Paris : 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00.  
Publicité extralocale : 366 SAS Tél. 01 80 48 93 66. [www.366.fr](http://www.366.fr)

Publicité locale : Additi, tél. 02 99 26 45 45. [www.additi.fr](http://www.additi.fr)

Commission paritaire n° 0625 C 86666 N° ISSN : 0999-2138.

Impression : Ouest-France, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9 et parc d'activité de Toumebride, 44118 La Chevrolière ; Société des publications du Courrier de l'Ouest, 4, bd Albert-Blanchon, 49000 Angers, Imprimeur sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni, à partir de 64 à 100 % de fibres recyclées. Euroimpression : 0,010 kg/tonne.  
Tirage du lundi 28 mars 2022 : 569 543

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Service Urbanisme Prévisionnel, Opérationnel et Habitat

### CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Monsieur Gilles BOURDOULEIX, Président de l'Agglomération du Choletais, certifie que la délibération n°V-2, en date du 21 mars 2022 du Conseil de Communauté de l'Agglomération du Choletais, engageant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme des Cerqueux et définissant les modalités de concertation, a bien été affichée à l'Hôtel d'Agglomération du Choletais du 28 mars 2022 au 29 avril 2022.

Le Président  
Par délégation le Vice-Président  
en charge de l'aménagement du territoire  
Alain PICARD





## MAIRIE des CERQUEUX

2 et 4, rue du Vieux-Logis

49360

Tél. 02 41 55 90 12



### CERTIFICAT DU MAIRE

Je soussigné, POUPARD Joël, Maire de la Commune des Cerqueux (Maine-et-Loire) certifie que la délibération V-2 en date du 21 mars 2022 du Conseil de Communauté de l'Agglomération du Choletais, engageant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme des Cerqueux et définissant les modalités de concertation, a bien été affichée à la mairie des Cerqueux, du 25 mars 2022 au 25 avril 2022 inclus.

Fait aux Cerqueux, le 25 avril 2022, pour servir et faire valoir ce que de droit.

**Le Maire**







## Cholet - La quatrième bourse aux vélos du centre social Pasteur

Un vélo trop petit qui ne fait plus le bonheur de vos enfants ? Besoin de vous équiper pour le travail ou les loisirs ? Venez ou achetez une bicyclette à la bourse aux vélos du centre social Pasteur ! Aides de cinq personnes, les cinq bénévoles de l'atelier participatif recyclo organisent ce temps fort pour la quatrième fois, le samedi 9 avril, à la salle Mocrat, de 9 h à 17 h. S'ils s'attachent toute l'année à aider les cyclistes à entretenir leurs deux-roues non motorisés ou à réparer des vélos qui leur sont donnés pour les proposer à petits prix, à des familles en difficulté, les bénévoles vendront, à cette occasion, les vélos qui leur seront apportés par les Choletais. Tous ceux qui souhaitent se séparer d'une bicyclette sont, en effet, invités à la déposer à la salle famille du centre social, de ce lundi 4 au vendredi 8 avril, de 14 h à 18 h, pour 2 €, et fixent leur prix de



Centre social Pasteur

Les bénévoles de l'atelier recyclo en action.

vente avec l'aide éventuelle des bénévoles. La structure retiendra 10 % des ventes, pour acheter du matériel ou des petites pièces nécessaires à la bonne tenue de l'atelier. « Lors de la dernière édition, une centaine de vélos a été déposée et près de 70 % ont été vendus ! » rappelle Constance Micheneau, animatrice.

Infos :

Centre social Pasteur  
1 rue du Dr Mailard à Cholet  
Tél. : 02 41 65 01 05  
cs.pasteur@wanadoo.fr  
www.cspasteur.centres-sociaux.fr

## Les Cerqueux - Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

Basée aux Cerqueux, l'entreprise Transports Briémond doit s'étendre pour répondre à l'accroissement de son activité. Compte tenu de l'intérêt général du projet, l'agglomération du Choletais a engagé une procédure pour mettre en compatibilité le plan local d'urbanisme des Cerqueux avec ce projet d'extension.

Une concertation préalable est ouverte jusqu'au vendredi 15 avril. Le public est invité à prendre connaissance du dossier sur urbanismecholet.fr, à l'Hôtel de Ville et d'agglomération ou en mairie des Cerqueux, aux horaires habituels d'ouverture. Il peut participer à cette concertation.

- sur le registre présent à l'Hôtel Ville et d'agglomération ou en mairie des Cerqueux,  
- par courriel à : aménagement-adc@choletagglomeration.fr,  
- par courrier à : Monsieur le président de l'agglomération du Choletais, direction de l'aménagement, Hôtel Ville et d'agglomération, BP 62 111, 49321 Cholet CEDEX.

*Residence Foch*

Hébergement Personnes Âgées

UNE MAISON À TAILLE HUMAINE

OU IL FAIT BON VIVRE

Le meilleur tarif à Cholet

grâce à son statut associatif

Profitez de nombreux services internes dont l'aide et l'assistance avec ses 2 infirmiers

Venez et comparez avant de choisir

Résidence Services Foch - Association à but non lucratif  
0 13, avenue du Maréchal Foch - 49300 Cholet  
T. 02 41 65 46 70 contact@residence-foch.fr



www.residence-foch.fr  
facebook.com/ResidenceFochCholet

### > Fermeture mairie

La mairie de Lys-Haut-Layon/Miniers sera exceptionnellement fermée au public les lundi 4 avril après-midi, vendredi 8 et 22 avril toute la journée.

### > Les rendez-vous du Clic IGÉAC

Pour son prochain rendez-vous d'information, le Centre local d'information et de coordination Instance Gérontologique de l'agglomération du Choletais (Clic IGÉAC) organise le mardi 5 avril, de 14 h à 16 h, salle annexe (à côté de la salle des sports), rue des Jonquilles à Somloire, une réunion sur le thème : protéger et défendre vos proches (habilitation, mesure de protection, tutelle, curatelle), animée par Karine Roget de Cité Justice Citoyen. Entrée gratuite inscription obligatoire : Clic IGÉAC au 02 41 30 26 34

### > Séances de vaccination

Les séances de vaccination organisées par le Département de Maine-et-Loire se poursuivent à Cholet, au Pôle Santé, 26 avenue Maudet. La prochaine est proposée, sur rendez-vous, le mercredi 6 avril, de 14 h à 15 h, mais elle ne concerne pas la vaccination contre la Covid-19. Infos et inscriptions au 02 41 81 46 63

### > Recherche bénévoles

Familles rurales recherche des bénévoles pour tenir les permanences de la bibliothèque de Montilliers les mardis, de 16 h à 17 h 30 et les mercredis, de 15 h à 16 h 30.

Infos : fami-rural.montill@netcourrier.com

### > Recrute surveillant de baignade

La Commune de Saint-Paul-du-Bois recrute un surveillant de baignade pour assurer, du samedi 9 juillet au dimanche 21 août prochain, la surveillance de son plan d'eau, la sécurité des usagers et faire respecter le règlement et les consignes sanitaires avec fermeté et diplomatie. Le candidat doit être impérativement titulaire du BNSSA, effectuera 30 h par semaine (horaires de 14 h à 19 h) avec repos le mardi. Possibilité de logement sur place. Les personnes intéressées doivent contacter la mairie au 02 41 75 82 08 ou mairiestipaul@orange.fr

### > Éclairage public

Après étude, la Ville de Cholet a décidé d'étendre à nouveau l'éclairage public, de minuit à 5 h, à l'exception du centre-ville de Cholet, de la rue Nationale au Puy-Saint-Bonnet, des giratoires, des boulevards périphériques et de l'avenue des Sables pour faciliter l'accès au centre hospitalier et à la polyclinique. L'éclairage sera maintenu lors de certains grands événements : carnaval, 14 juillet, fête de la musique, Noël... À noter aussi que Cholet séquippera prochainement de caméras 0 lux, permettant une vidéo-protection de jour comme de nuit.



Département de MAINE-ET-LOIRE

Agglomération du Choletais



## **REGISTRE DE CONCERTATION DU PUBLIC**

### **DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DES CERQUEUX**

**Mairie des Cerqueux**











Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU des Cerqueux 6/20





















15/20



17/20

18/20



Registre clos le 19 avril 2022 sans aucune inscription

Joël Bupard

Maire

